

"Désenchantement" pour les constructeurs automobiles

© 16/10/2007 |  Terre-net Média

Les biocarburants traversent une "phase de désenchantement", qui ne donne pas beaucoup de "visibilité" aux industriels, a déploré mardi un responsable du Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA).

"O n est dans une phase de désenchantement. On met le doigt sur ce qui ne va pas dans les biocarburants et tout ceci n'est pas serein pour la visibilité que les industriels réclament" sur ces carburants fabriqués à partir de plantes, a affirmé André Douaud, directeur technique du CCFA, lors d'un débat sur les biocarburants organisé par les publications Bip-Enerpresse.

Favorable aux biocarburants, M. Douaud a cependant rappelé que "les carburants pétroliers allaient rester majoritaires pour longtemps" et réclamé une "visibilité technique, économique et fiscale supérieure à cinq ans" à leur sujet. Jacques Blondy, directeur du développement agricole du pétrolier Total, qui se présente comme le premier producteur et premier distributeur de biocarburants en Europe, a estimé pour sa part que certains objectifs européens en la matière étaient "impossibles à atteindre".

Total estime que les biocarburants contribuent à l'indépendance énergétique, réduisent les émissions de gaz à effet de serre et ouvrent de nouveaux débouchés pour l'agriculture, selon une plaquette de présentation. Mais le groupe juge également que les "contraintes sont fortes", car la "ressource est limitée" si bien que les biocarburants entrent "en compétition avec le secteur alimentaire", leur "coût est peu compétitif" car il dépend du prix --en hausse-- des matières premières agricoles, et les caractéristiques techniques demandées sont "exigeantes".

MM. Douaud et Blondy ont souligné le maigre succès du bioéthanol E85. "Il n'y a ni voitures ni public, c'est difficile de promouvoir ce produit", a estimé M. Blondy. "Moins de cent voitures à l'E85 ont été vendues depuis le premier janvier", a rapporté M. Douaud. Les biocarburants, qui sont un des sujets de désaccord au sein du Grenelle de l'Environnement, sont "une piste à explorer avec la plus grande prudence", avait estimé le 4 octobre Christian Frémont, directeur de cabinet du ministre de l'Ecologie, Jean-Louis Borloo.